

Bilan agricole 2020

Des marchés agricoles diversement impactés par la crise sanitaire

En 2020, la pandémie de la Covid-19 et les mesures mises en place pour l'endiguer (confinements au printemps et à l'automne, fermeture de la restauration hors domicile et de l'export...) impactent les filières agricoles à des degrés divers. Les aléas climatiques pénalisent par ailleurs les productions végétales.

Le bilan est globalement positif en légumes, avec des prix en hausse, notamment pour ceux plébiscités lors des confinements. Les mauvaises conditions météorologiques de la campagne détériorent les rendements des céréales à paille, faisant croître leurs prix. De ce fait, le coût des aliments pour animaux passe au-dessus des niveaux de 2019 au second semestre, défavorisant alors les filières animales. Favorable en début d'année, la conjoncture porcine pâtit de la situation sanitaire et de la peste porcine africaine en Allemagne. La filière poulets profite d'un report de ses débouchés vers la grande distribution. Les confinements liés à la pandémie stimulent la production d'œufs, mais leurs prix fléchissent. La collecte laitière recule lors du premier confinement, et les prix s'affichent inférieurs à ceux de 2019 dès le second trimestre. Sur le marché des bovins, le contexte sanitaire tend à favoriser les cotations des vaches laitières, contrairement à celles des veaux de boucherie.

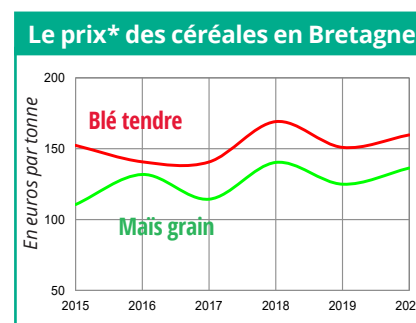
Chute de la production de céréales à paille, remontée des prix

Comme au niveau national, 2020 est l'année la plus chaude jamais enregistrée en Bretagne. Excepté en juillet et en octobre, les températures sont supérieures aux normales toute l'année, en particulier en avril. Par ailleurs, les précipitations alternent les périodes sèches (mai, juillet et novembre, mais aussi mars et septembre) ou très humides (février, juin, août, octobre et décembre). Les niveaux des nappes d'eau souterraine restent globalement conformes ou supérieurs aux normales saisonnières toute l'année. Les conditions météorologiques défavorables de l'automne 2019, jusqu'à l'été 2020, impactent les surfaces et les rendements des grandes cultures. Les fortes pluies de l'automne et de

l'hiver entraînent des difficultés de mise en place des cultures d'hiver et de printemps. En revanche, les superficies en orge de printemps progressent, en particulier dans les zones qui n'avaient pu accueillir des céréales d'hiver. Le mois de mai, très sec, permet de rattraper une partie du retard. Les récoltes de blé et d'orge d'hiver sont réalisées avant les précipitations du mois d'août, avec une qualité globalement correcte, mais hétérogène. Concernant le maïs, les semis se déroulent dans de bonnes conditions. La météo favorise sa croissance et le bon état sanitaire est préservé jusqu'à la fin du cycle. Mais la campagne est marquée par des attaques de corvidés. La tempête Alex, début octobre, occasionne également quelques dégâts et complique les récoltes.

Après une année 2019 favorable aux

céréales à paille, les rendements régressent de 15 % en un an et de 10 % par rapport à la moyenne quinquennale. Comparés à 2015-2019, les rendements perdent 7 q/ha pour le blé (68 q/ha), 10 q/ha pour l'orge (61 q/ha) et 3 q/ha pour le triticale (59 q/ha). En revanche, le rendement du **maïs grain** (90,6 q/ha) progresse de 2,3 % par rapport à 2019 et de 2 % par rapport à la moyenne quinquennale.



* Prix moyen payé au producteur

Source : Agreste, Draaf Bretagne - FranceAgriMer

Les principales productions bretonnes en 2020

	2019	2020	Évolution 2020/2019 (%)	Part Bretagne/ France
Productions végétales (tonnes)				
Blé	2 407 835	1 606 160	- 33,3 %	6 %
Maïs grain	1 213 936	1 705 356	40,5 %	12 %
Orge	682 555	657 635	- 3,7 %	6 %
Triticale	176 454	133 790	- 24,2 %	11 %
Autres céréales	93 417	83 089	- 11,1 %	3 %
Oléagineux	188 167	181 634	- 3,5 %	3 %
Maïs fourrage	3 839 481	3 734 980	- 2,7 %	23 %
Choux-fleurs	188 999	189 000	0,0 %	81 %
Tomates	179 152	156 925	- 12,4 %	26 %
Lait (millions de litres)				
Livraisons à l'industrie	5 449	5 423	- 0,5 %	22 %
Activité dans les abattoirs (tonnes)				
Bovins de moins de 12 mois	64 262	61 735	- 3,9 %	32 %
Gros bovins	252 264	255 118	1,1 %	21 %
Porcs	1 310 138	1 308 610	- 0,1 %	59 %
Gallus	383 857	378 383	- 1,4 %	33 %
Dindes	124 135	125 532	1,1 %	39 %
Production d'œufs des élevages professionnels (milliers)				
Œufs de consommation	5 648 050	6 017 400	6,5 %	42 %

Source : Agreste Draaf Bretagne, statistique agricole annuelle (2019 définitive, 2020 provisoire), enquêtes auprès des laiteries, BDNI, enquête auprès des abattoirs

En 2020, la **production céréalière** globale diminue de 8 %. Celle des **céréales à paille** se replie de 26 % par rapport à 2019 et de 23 % par rapport à la moyenne 2015-2019, sous l'effet de la chute des rendements, mais aussi des surfaces (- 13 %). La sole diminue fortement pour le blé (237 100 ha) et le triticale (22 800 ha), mais elle augmente pour l'orge (104 300 ha), grâce au report sur l'orge de printemps. En revanche, l'évolution de la production est fortement positive en **maïs grain** (+ 40 %), grâce notamment à une surface supérieure de 37 % à celle de 2019. La production en **oléagineux** décroît de 21 %, sous l'effet baisse des rendements (- 24 %), malgré l'augmentation des surfaces de 4 % (54 500 ha). La production en **protéagineux** est proche de celle de 2019, avec des surfaces plus importantes (8 900 ha) mais des rendements plus faibles.

En 2020, la récolte mondiale de céréales atteindrait un nouveau record. Cependant, la récolte est limitée en Ukraine et dans l'Union européenne (UE), notamment en France. Dans ce contexte, conjugué à une demande mondiale particulièrement dynamique, les prix augmentent au second semestre. Le retour de la Chine sur le marché mondial du maïs provoque

ainsi un renchérissement du maïs et des autres céréales, renforcé par les inquiétudes climatiques (sud de la Russie, États-Unis et Amérique du sud) et par les restrictions d'exportations (Argentine, Russie). Les achats de précaution en blé dus à la pandémie de Covid-19 alimentent également la hausse à court terme. En France, les prix diminuent au cours de la campagne 2019-2020, en lien avec le niveau élevé de la production correspondante, puis ils remontent en début de campagne 2020-2021, du fait d'une production plus faible. En Bretagne, entre juin 2020 (fin de campagne 2019-2020) et décembre 2020, le **prix de base des céréales** gagne 6 % pour le blé, 3 % pour l'orge, 5 % pour le triticale, et 9 % pour le maïs grain. Les évolutions sont similaires par rapport aux moyennes des cinq dernières campagnes.

L'évolution des prix des céréales est répercutée sur le coût de **l'alimentation animale**, avec une baisse entre 2019 et 2020 au premier semestre, et une hausse au second, plus particulièrement au dernier trimestre, avec des niveaux alors inédits atteints en décembre. Parallèlement, le **coût de l'énergie** se replie en 2020, les cours du pétrole chutant suite au ralentissement économique lié à la pandémie

mondiale de la Covid-19. Les **coûts de production** liés aux engrais décroissent également.

Des cours soutenus en légumes

La campagne 2020 de **tomates** est marquée par la crise sanitaire qui modifie les habitudes de consommation, et par les aléas climatiques. Les tomates petits fruits, délaissés, sont placés plusieurs jours en crise conjoncturelle en mai, juin et juillet. Au contraire, la tomate grappe est plébiscitée par le consommateur pendant les confinements. Ses cours flambent en avril, face à une offre insuffisante pour répondre à la demande orientée sur l'origine France. Une situation de crise conjoncturelle s'installe fin août cependant, en raison notamment d'une météo peu propice au commerce. Les cours sont ensuite exceptionnels en octobre, soutenus par le marché intérieur et la demande à l'export. Sur l'année, l'offre bretonne est inférieure de 20 % à la moyenne quinquennale, avec un prix moyen annuel supérieur de 11 % pour la tomate grappe (prix expéditeur à 1,26 €/kg).

Le poids de **l'artichaut** dans la production et la consommation légumière nationale tend à se réduire. Les moindres

volumes de cette campagne 2020 sont néanmoins mieux valorisés : avec une offre annuelle d'artichauts Camus réduite de 41 % par rapport à la moyenne 2015-2019, le prix annuel s'accroît de 78 % (1,07 €/kg). En juin, période la plus productive, la faiblesse des apports, liée au printemps sec, entraîne une flambée des cours, mais le commerce est atone. Les prix fléchissent en août, avec des invendus, puis se raffermissent grâce à l'export. Comme pour les tomates, la campagne s'achève plus tôt cette année avec des prix rémunérateurs. Concernant les **choux-fleurs**, la fin de campagne 2019-2020, peu perturbée par la crise, est en avance de trois semaines, à des tarifs records. En moyenne sur la campagne, le prix brut producteur remonte à 0,81 €/tête, soit 49 % de plus que la moyenne des cinq dernières campagnes, pour une production inférieure de 16 %. Pour la nouvelle campagne 2020-2021, les volumes d'automne croissent d'abord lentement, mais sont bien valorisés grâce à l'export. En novembre, les apports conséquents, dus aux températures élevées, font chuter les cours, plaçant le chou-fleur en situation de crise conjoncturelle, atténuée toutefois par la mise en œuvre de la transformation.

La saison est peu satisfaisante en **pommes de terre primeur** : avec une offre comparable à la moyenne 2015-2019, le prix moyen annuel (0,44 €/kg) est inférieur de 12 % au prix moyen quinquennal.

La fin de campagne 2019-2020 de **poireaux** est perturbée en mars par les mesures sanitaires liées au coronavirus : la demande bondit, faisant flamber les prix, avec une production poussée au maximum. Puis les prix se tassent en avril, face à une production conséquente, pour clôturer la campagne avec plus de trois semaines d'avance.

Comme pour le poireau, la demande d'**endives** explose en mars et les cours atteignent des sommets en fin

de campagne 2019-2020. Pour la nouvelle campagne 2020-2021, les prix sont d'abord fermes en novembre, face à des apports limités, puis la situation s'inverse en décembre, dans un contexte de concurrence du bassin des Hauts-de-France.

La campagne 2019-2020 de **l'échalote traditionnelle** est marquée par un repli de sa production, mais la qualité est correcte. Pour le nouveau millésime 2020-2021, les rendements moindres et la qualité de la production stimulent les prix, malgré la concurrence européenne de l'échalote de semis.

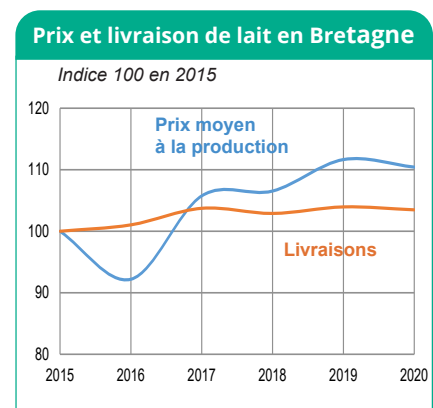
Baisse du prix du lait à partir d'avril

En 2020, les **quantités de lait** livrées par les producteurs bretons faiblissent de 0,5 % par rapport à celles de 2019, tout en étant supérieures de 1,1 % à la moyenne 2015-2019. Malgré une faible amélioration du rendement laitier, l'évolution légèrement négative est la conséquence de plusieurs facteurs : la réduction du cheptel régional de vaches laitières (-1,1 % entre fin 2019 et fin 2020), la détérioration de la production fourragère bretonne, ainsi que les mesures incitatives de réduction de la production de lait liées à la crise sanitaire. Au niveau national, la collecte annuelle de lait augmente légèrement (+0,6 %). Mais la crise sanitaire freine une collecte qui s'annonçait dynamique en début d'année. En raison du confinement imposé en mars et de la fermeture de la restauration hors domicile (RHD), un dispositif national de régulation de la production de lait est mis en place, avec indemnisation du lait non produit en avril, permettant d'atténuer le pic de collecte saisonnier. Par ailleurs, la sécheresse au printemps-été et les épisodes caniculaires affectent la pousse de l'herbe et pénalisent la productivité des vaches durant ces périodes, en altérant la qualité des fourrages. Malgré le contexte de la Covid-19, la collecte

européenne reste dynamique (+1,1 %) grâce à l'amélioration annuelle de la productivité des vaches.

En dépit d'une production en légère baisse, le **prix du lait** payé aux producteurs bretons recule : à 353 €/1 000 l en moyenne annuelle, il perd 1,1 % sur le bon niveau de 2019, tout en dépassant de 6,2 % le prix moyen 2015-2019. Au niveau national, le prix annuel diminue plus faiblement (-0,2 %). Supérieur à celui de 2019 au premier trimestre, le prix moyen mensuel, breton ou national, passe sous le niveau de l'an passé à partir d'avril. Du fait d'un risque de déséquilibre entre l'offre et la demande, lié à la crise sanitaire, de nombreux opérateurs annoncent des baisses de prix au second trimestre, en parallèle des incitations à la réduction de la production laitière.

La chute des **cours des produits laitiers industriels** au début de printemps, conséquence de la crise sanitaire mondiale, impacte également le prix du lait. Puis la réduction de la collecte laitière, combinée à la reprise de la demande et, dans une moindre mesure, à l'ouverture du stockage privé européen de beurre et de poudre le lait écrémé, redonne confiance au marché et conduit à une remontée des cours des produits laitiers industriels entre fin avril et mi-juin. Au second semestre, face à des marchés calmes et des opérateurs attentistes, ces cours se stabilisent à des niveaux bas, proches des prix d'intervention pour le beurre et la poudre de lait



Source : Agreste, Draaf Bretagne - FranceAgriMer, enquête auprès des laiteries

écrémé. Entre 2019 et 2020, le cours moyen de la poudre de lait écrémé progresse finalement de 4 % en France (+ 31 % au premier trimestre, mais - 5 % au second semestre), tandis que le prix du beurre perd 16 % de sa valeur (- 24 % au premier semestre et - 7 % au second). L'écart de valorisation entre matières grasses et matières protéiques continue de se résorber.

Concernant le **lait bio**, les livraisons bretonnes s'accroissent de 11 % en un an, et le prix s'affiche en moyenne à 483 €/1 000 litres en 2020, supérieur de 0,6 % à celui de 2019. Il dépasse de 39 € le prix du lait conventionnel (352 €/1 000 l). En 2020, le lait bio représente 7,7 % des producteurs laitiers de la région et 4,4 % de la collecte. Ces parts augmentent respectivement de 14 % et 11 % comparées à 2019.

Parallèlement au prix du lait en baisse, les **coûts de production**, représentés par l'Ipampa lait de vache de l'Institut de l'Élevage, se stabilisent, en moyenne annuelle, sur ceux de 2019, mais ils augmentent au dernier trimestre (+ 1,4 % par rapport au dernier trimestre 2019). L'accélération de la hausse des coûts des aliments au second semestre, dans le sillon de celle des céréales et oléoprotéagineux, explique cette progression en fin d'année, malgré la baisse des postes « énergie » et « engrais » entre 2019 et 2020.

Entre des coûts de production en hausse au cours de l'année et un prix du lait inférieur à celui de 2019, l'indice Milc (marge Ipampa lait de vache sur coût total indicé) de l'Institut de l'Élevage montre une détérioration de la marge des producteurs laitiers en 2020.

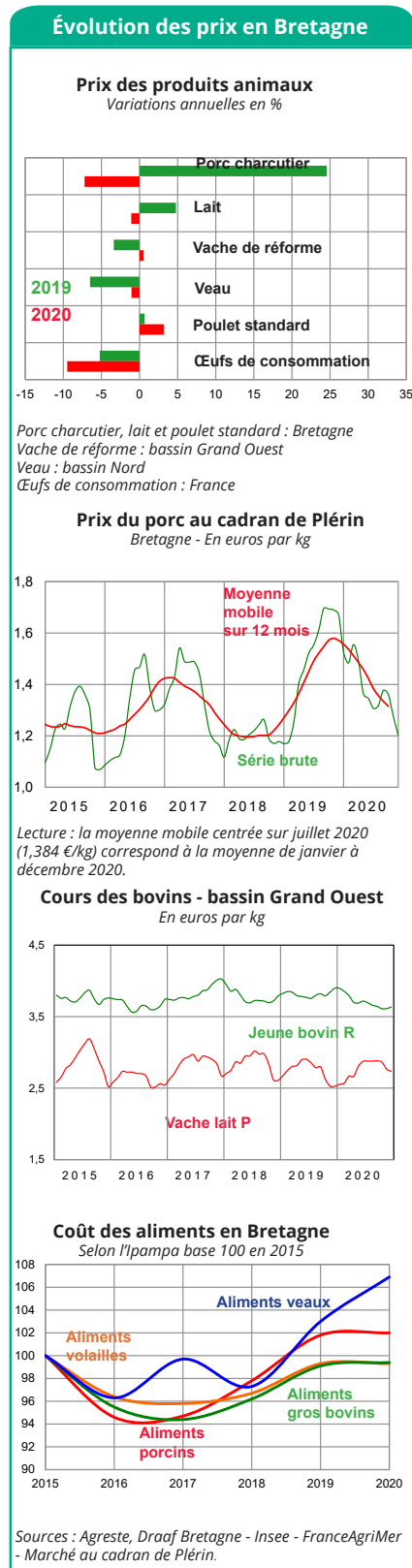
Difficultés renforcées en veaux de boucherie

En 2020, malgré une baisse du cheptel, le **volume de gros bovins abattus** en Bretagne s'accroît de 1,1 % par rapport à 2019, mais se réduit de 0,4 % comparé à la moyenne quinquennale. Entre 2019 et 2020, le volume abattu

se replie en jeunes bovins (- 6,6 %), tandis qu'il augmente en vaches allaitantes (+ 3,3 %), et en vaches laitières (+ 3 %). Les abattages de ces dernières progressent dans un contexte de marché laitier impacté par le contexte sanitaire, mais aussi de diminution de la production fourragère.

Au niveau national, la **consommation apparente de viande bovine**, y compris veaux, calculée par bilan (somme des abattages et des importations, exportations déduites), diminue de 3 % en volume entre 2019 et 2020. Alors que les abattages progressent légèrement, notamment en vaches laitières et en veaux, le recul de la consommation provient de la dégradation des importations, les ménages privilégiant la viande d'origine française lors de la fermeture de la RHD durant les confinements. Les exportations de viande bovine diminuent également, mais moins fortement que les importations, permettant au déficit du commerce extérieur de se réduire. Par ailleurs, la viande de gros bovins bénéficie d'un report de la consommation en RHD vers la consommation à domicile : selon le panel Kantar, les achats des ménages en viande bovine progressent ainsi de 6,3 % en 2020.

En 2020, les **cotations des gros bovins** s'affichent inférieures aux prix moyens 2015-2019, quelle que soit la catégorie. Comparé à 2019, bien que l'offre augmente, le prix des vaches laitières de réforme progresse légèrement, du fait d'une évolution favorable au second semestre 2020, en particulier au dernier trimestre. Pendant les périodes de confinement, la fermeture de la RHD s'est en effet traduite par une hausse de la demande des ménages en produits hachés. La cotation de la vache laitière P du bassin Grand Ouest s'affiche à 2,76 €/kg, en moyenne annuelle, soit 0,5 % de plus qu'en 2019 et - 0,9 % par rapport au prix moyen quinquennal. En revanche, entre 2019 et 2020, le prix des jeunes bovins R recule de 2,8 % en moyenne annuelle et de 5,8 % au dernier trimestre. Le



marché encombré des jeunes bovins, suite à la perte de débouchés à l'exportation ou en RHD, la concurrence européenne et la demande morose, aboutissent à une dégradation des cours, et engendrent, dès le printemps, un surstock en fermes, qui ne se résorbe qu'en fin d'année. Parallèlement à une tendance à la

baisse des cotations, les éleveurs sont confrontés à la hausse du **coût de l'aliment**. Alors qu'il reculait d'octobre 2019 à mai 2020, comparé au même mois de l'année précédente, l'Ipampa moyen annuel aliment pour gros bovins progresse de 0,3 % en 2020, par rapport à 2019, et de 2,5 % par rapport à la moyenne 2015-2019, du fait d'une forte hausse au dernier trimestre (respectivement + 4 % et + 5 %).

En 2020, la filière **veaux de boucherie** subit de plein fouet la crise sanitaire. Le volume abattu en Bretagne régresse de 3,9 % par rapport à 2019 et de 5,4 % par rapport à la moyenne quinquennale. Le repli sur un an atteint - 17 % en avril et - 19 % en mai, suite à la perte d'un des principaux débouchés de la viande de veau, à savoir la RHD. À partir de mars, la demande diminue plus que l'offre, déséquilibrant le marché, générant un surstock en fermes jusqu'en août. La réouverture de la RHD en juin permet de résorber progressivement le surstock. Le marché s'équilibre en fin d'année.

Amorcée fin 2019, la reprise sur un an des **cours des veaux de boucherie** s'interrompt avec le confinement du printemps. En moyenne annuelle, le prix du veau rosé clair O s'affiche à 5,24 €/kg pour le bassin Nord, inférieur de 1,1 % à celui de 2019, particulièrement faible, et de 5,6 % au prix moyen 2015-2019. La cotation mensuelle tombe à 4,50 €/kg sur la période allant de fin mai à fin juillet, puis elle remonte avec la résorption du surstock et la demande active, pour dépasser le prix moyen quinquennal à partir d'octobre. La fermeture partielle de la RHD en 2020 n'entraîne pas de report de consommation sur la grande distribution pour la viande de veau : selon le panel Kantar, les achats de viande de veau par les ménages diminuent légèrement en 2020.

Parallèlement, le **coût des aliments d'allaitement** poursuit sa hausse. En 2020, l'Ipampa aliments pour veaux excède de 3,8 % l'indice de l'an passé

(+ 7,7 % sur la moyenne 2015-2019).

Une conjoncture porcine favorable mise à mal

En 2020, le marché européen de viande de porc est toujours soutenu par la demande asiatique, suite à l'apparition de peste porcine africaine (PPA) en Chine en 2018. Après avoir touché l'Asie et l'Europe centrale, cette épizootie atteint l'Allemagne en septembre 2020, entraînant la fermeture aux exportations allemandes de nombreux pays tiers et un report sur le marché de l'UE, déséquilibrant celui-ci. Le marché du porc est par ailleurs marqué par les effets de la pandémie de Covid-19.

En Bretagne, comme au niveau national, le **volume de porcs abattus** en 2020 correspond au niveau de 2019. Les abattages de la région apparaissent légèrement supérieurs à la moyenne 2015-2019 (+ 1,3 %). Le volume de porcs charcutiers abattus s'élève à 1,27 million de tonnes pour 13,7 millions d'animaux. Leur poids moyen à l'abattage augmente de 0,4 % en un an.

Au premier trimestre 2020, le **prix du porc** est d'un très bon niveau après avoir grimpé régulièrement en 2019 suite à l'explosion de la demande des pays d'Asie. Puis il retombe progressivement, en raison des difficultés liées à la pandémie de Covid-19, avec notamment la fermeture de la RHD, puis de la peste porcine africaine en Allemagne, pour atteindre son niveau le plus bas en décembre, en France comme en UE. Toutefois, la forte demande chinoise permet de limiter l'érosion des cours. Au marché de Plérin, le prix de base du porc charcutier s'établit à 1,384 €/kg en moyenne annuelle, en baisse de 7,2 % par rapport au pic de 2019, mais supérieur de 5,1 % au prix moyen 2015-2019. Favorable au premier semestre, le prix chute au second (- 21 % par rapport au second semestre 2019 et - 4,4 % comparé à la moyenne sur cinq ans). Le cours passe ainsi de 1,53 €/kg en janvier à 1,20 €/kg

en décembre.

Après un recul de 10 % l'an passé, les **exportations françaises de viande de porc** se maintiennent en 2020, tout en restant très dynamiques vers la Chine. Les importations reculent de 3,8 %, notamment en provenance d'Espagne, les principaux pays exportateurs ayant réorienté une partie de leur offre vers les marchés asiatiques. L'excédent commercial extérieur de viande porcine augmente en volume, et le solde devient positif en valeur. Selon le panel Kantar, les achats des ménages progressent nettement en 2020, sans pour autant compenser la baisse de la consommation hors domicile. Globalement, la **consommation apparente de viande de porc** diminue de 1 %, avec des abattages et des exportations stables, mais des importations en recul.

En 2020, le **coût de l'aliment** grimpe régulièrement, et les écarts par rapport aux années passées ne cessent de croître au cours de l'année. Estimé par l'Ifip (Institut de la filière porcine), le prix moyen annuel de l'aliment industriel pour porcs à l'engrais dépasse de 1,9 % celui de 2019, et de 6 % la moyenne quinquennale, mais les écarts respectifs atteignent 6,7 % et 8,9 % en décembre. Entre le début et la fin de l'année, la situation économique des éleveurs se dégrade avec d'une part, la hausse du coût de l'aliment et d'autre part, la réduction du prix du porc qui reste toutefois correct.

Une filière poulets assez épargnée par la crise sanitaire

Après trois années de hausse, le volume de **poulets** abattus en Bretagne se réduit de 1,9 % en 2020, tout en excédant de 2,9 % la moyenne quinquennale. Le second semestre apparaît toutefois plus dynamique. En progression depuis 2014, le poids moyen des poulets (1,47 kg) dépasse de 1,4 % celui de 2019. L'alourdissement des souches se poursuit, principalement du fait de la baisse de la part des

« poulets export » dans la production. Pour la **filière dindes**, l'année est moins morose que 2019, mais la légère hausse des abattages sur un an (+ 1,1 %) masque une chute au dernier trimestre et une activité qui décline comparée à la moyenne quinquennale (- 7 %). Par ailleurs, leur poids moyen à l'abattage (8,29 kg) continue d'augmenter (+ 2,4 %).

Au niveau national, la **consommation apparente de viande** stagne en 2020 pour l'ensemble volaille de chair. Elle progresse, cependant, en poulets, et en dindes, dépassant fortement la moyenne 2015-2019 pour la première espèce et affichant une stabilité pour la seconde. Les abattages des deux espèces apparaissent un peu supérieurs à ceux de 2019. En un an, les exportations reculent de 11 % en poulets et de 10 % en dindes, la pandémie faisant ralentir les échanges liés aux secteurs de la transformation industrielle et de la RHD. Le déficit commercial en viandes de poulet se creuse, la diminution des exportations étant plus importante que celle des importations. Les exportations de viande de poulet régressent fortement vers l'UE ; celles de poulet entier congelé vers le Proche et Moyen-Orient reculent, mais moins qu'en 2019. Dans un contexte marqué par la fermeture de la RHD et de l'export, les filières poulet et dinde bénéficient cependant d'un report partiel de la consommation hors foyer vers celle à domicile. Selon le panel Kantar, la consommation de viande de volaille par les ménages progresse de 8 % en 2020. À l'inverse des poulets et dindes, la consommation apparente de viande de canard se replie : la

filière souffre de la fermeture de la restauration et de l'exportation, dont elle est très dépendante, et de la chute des abattages qui s'ensuit. Il en va de même pour les pintades.

Concernant les **charges**, le coût de l'énergie se réduit significativement en 2020, mais le coût de l'aliment progresse. Entre 2019 et 2020, l'indice coût matières premières dans l'aliment poulet standard de l'Itavi (Institut technique de l'aviculture) s'accroît de 5,5 % en moyenne annuelle, et de 15 % au dernier trimestre. L'évolution de l'Ipampa aliment volailles apparaît moins forte : l'indice se maintient au niveau de 2019 en moyenne annuelle, et croît de 3 % au dernier trimestre. Dans la filière intégrée, l'évolution du coût de l'aliment est répercutée sur les prix des marchés. En moyenne annuelle, le cours à la production en France est stable pour le poulet standard (0,88 €/kg vif), comme pour la dinde (1,15 €/kg vif), mais les cours du second semestre sont supérieurs à ceux du premier.

En 2020, la **production française d'œufs de consommation** s'améliore de 6,5 % par rapport à celle de l'an passé, repassant au-dessus de la moyenne quinquennale (+ 2,6 %) et retrouvant ainsi un niveau plus habituel. La production d'œufs issue des modes d'élevage alternatifs (biologique, plein air ou au sol) progresse de 26 %, tandis que celle des œufs cage se réduit de 7 %. Avec 49 % des œufs de consommation produits en alternatif en 2020, l'objectif fixé par la filière avicole d'en produire 50 % à échéance 2022, est quasiment atteint. Suivant la flambée observée au second

semestre 2017, liée à la crise du fipronil, les **prix des œufs** poursuivent leur repli, renforcé par l'augmentation de la production en 2020, et par les comportements de consommation suite aux mesures prises pendant la pandémie. Pour l'œuf coquille, la cotation TNO Synthèse (moyenne des calibres G et M), descend ainsi à 7 €/100 œufs, en moyenne annuelle, soit 5,9 % de moins qu'en 2019, et - 3,7 % comparée à la moyenne 2015-2019, pour atteindre 5,7 €/100 œufs en décembre. L'évolution est favorable au premier semestre, grâce à une consommation à domicile renforcée lors du premier confinement, puis les prix se replient au second semestre, en lien avec la diminution de la demande des centres de conditionnement. Pour les œufs destinés à l'industrie, l'impact de la fermeture de la RHD est encore plus important : la cotation TNO Industrie fléchit dès le mois d'avril, avec une chute de 15 % en moyenne annuelle, et de 42 % au dernier trimestre. En 2020, le déficit de la **balance commerciale des œufs de consommation** se réduit en volume et en valeur, sous l'effet d'une hausse des exportations et d'une baisse des importations. ■

Pour en savoir plus

> **Agreste Synthèses conjoncturelles** - Décembre 2020 - N°365 - « Bilan conjoncturel 2020 - 2020 : des récoltes souvent en baisse, sous l'effet de la météo et des situations de marché très différenciées selon les produits et leur sensibilité au confinement ».

> **Site Draaf Bretagne** - Données - Statistique agricole - Conjoncture agricole
<http://www.draaf.bretagne.agriculture.gouv.fr/Conjoncture-agricole,18>



www.agreste.agriculture.gouv.fr

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Bretagne
Service régional de l'information statistique et économique
15, avenue de Cucillé
35047 Rennes cedex 9
Tel : 02 99 28 22 30
Mail : srise.draaf-bretagne@agriculture.gouv.fr

Directeur : Michel Stoumboff
Directrice de la publication : Claire Chevin
Rédactrice en chef et composition: Sylvie Lesaint
Rédactrice : Linda Deschamps
ISSN : 2739-7076
© Agreste 2021